

Les universités napoléoniennes en Italie

Guide de recherche

Paolo Alvazzi del Frate



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cjm/1261>

DOI : 10.4000/cjm.1261

ISSN : 2553-9221

Éditeur

Université Jean Moulin - Lyon 3

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



Référence électronique

Paolo Alvazzi del Frate, « Les universités napoléoniennes en Italie », *Cahiers Jean Moulin* [En ligne], 7 | 2021, mis en ligne le 14 décembre 2021, consulté le 07 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cjm/1261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cjm.1261>



Cahiers Jean Moulin est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Les universités napoléoniennes en Italie

Guide de recherche

Paolo Alvazzi Del Frate

Professeur d'histoire du droit

Università Roma Tre / Dipartimento di giurisprudenza

I – L'université du Moyen Âge au XVIII^e siècle

Dès leur création, l'autonomie la plus vaste caractérisa les universités italiennes. À partir de l'université de Bologne – dont la naissance est conventionnellement située en 1088 –, les institutions universitaires (les *Studia*) se développèrent un peu partout dans la péninsule sous le signe de la liberté et de l'autonomie quant aux statuts et à leur organisation. Parmi les plus anciennes universités, il convient de rappeler Padoue (1222), Naples (1224), Sienne (1240), Macerata (1290), Rome (1303), Pérouse (1308), Florence (1321), Pise (1343), Pavie (1361), Ferrara (1391), Turin (1404), Parme (1412), Catane (1434) et Gênes (1481). D'autres universités connurent une activité plus incertaine et furent plusieurs fois fermées et rouvertes comme Vicence, Arezzo, Vercelli et Trévise.

Les rapports entre les *Studia* et les pouvoirs publics (communes, royaumes et principautés) furent ponctués de tensions, car la revendication de l'autonomie des universités se heurta fréquemment au besoin de contrôle des autorités, ce qui explique que le système de concession du privilège de délivrer titres et diplômes (*concessio privilegii*), concession qui pouvait être révoquée, se diffusa toujours plus.

La richesse et la célébrité des universités de la Péninsule nous font considérer l'université du Moyen Âge comme un phénomène typiquement italien.

Parmi les universités des origines, on distingue habituellement deux modèles : 1) bolonais et 2) parisien. Dans le premier, le rôle majeur était exercé par les étudiants (*universitas scholarium*), tandis que dans le second, c'étaient les professeurs (*universitas magistrorum*) qui organisaient et réglaient l'université. Les deux modèles alternèrent dans les différents États et communes d'Italie tout au long du Moyen Âge et au début de l'époque moderne.

II – L'université napoléonienne

La traditionnelle autonomie des universités italiennes était encore bien enracinée à la veille de l'occupation napoléonienne. L'étatisation des systèmes universitaires, réalisée sous l'influence des Lumières un peu partout en Europe, fut timide et limitée à certaines parties de la Péninsule.

L'introduction du système français y provoqua un choc : les universités du royaume d'Italie (composé de la Lombardie, la Vénétie, l'Émilie-Romagne et les Marches), des départements de l'Empire « au-delà des Alpes » (Piémont, Ligurie, Ombrie, Latium) et du royaume de Naples (le sud de la Péninsule) vécurent des transformations profondes. Seules les îles de Sardaigne et de Sicile demeurèrent indépendantes de la France, sous les gouvernements des maisons de Savoie et de Bourbon-Sicile.

Le système français, fondé sur les critères rigides de la centralisation et de la hiérarchie propre à toute l'administration napoléonienne, représentait une nouveauté radicale pour les milieux universitaires italiens. Il s'agissait de l'étatisation complète du système, grâce à la création du « monopole universitaire ». Le décret du 17 mars 1808 marqua la fin de la réforme intégrale par Napoléon de l'institution de l'Université impériale de Paris et des académies dans les villes sièges des cours d'appel. Ainsi, « l'enseignement public, dans tout l'Empire, est confié exclusivement à l'Université » et « aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction ne peut être formé hors de l'Université impériale, et sans l'autorisation de son chef »¹. Au sommet se trouvait le grand-maître de l'Université qui présidait le conseil de l'Université et était assisté de quelques inspecteurs généraux. Le grand-maître nommait les recteurs des académies.

1. Décret du 17 mars 1808, art. 1 et 2.

En 1812, à l'apogée de l'Empire napoléonien, les académies instituées en Europe étaient au nombre de 34². En Italie, la création des académies – qui prévoyaient l'institution des facultés de théologie³, droit⁴, médecine⁵, sciences⁶, lettres⁷ – ne fut pas simple à cause de la longue tradition d'autonomie des universités de la Péninsule et de l'hétérogénéité des territoires.

Une commission, composée de Georges Cuvier, Henry de Coiffier et Prospero Balbo⁸, fut chargée en 1809 de préparer l'institution des académies dans les départements italiens de l'Empire⁹. Quant à l'académie de Rome, le rapport fut réalisé par le recteur Giovanni Ferri de Saint-Constant en 1812¹⁰. Les académies de Turin¹¹, Gênes¹², Parme¹³ et Pise¹⁴ furent effectivement créées, tandis que celle de Rome fut établie, mais n'entra jamais en fonction¹⁵. L'introduction du système universitaire napoléonien, qui prévoyait l'institution d'une seule académie par cour d'appel, aurait dû provoquer la fermeture d'anciennes universités italiennes¹⁶. Pour empêcher que cela n'arrive à celles de Sienne et de Pérouse, on changea leur dénomination en « écoles » et on les conserva comme branches des académies de Pise et Rome.

2. Les académies d'Ajaccio, Brême, Groningue, Leyde, Munster et Rome n'entrèrent jamais en fonction.

3. En Italie furent établies les facultés de théologie catholique à Pise, Parme et Turin.

4. Trois facultés de droit existaient en Italie : Gênes, Pise et Turin.

5. À Gênes, Parme, Pise et Turin.

6. À Gênes, Pise et Turin.

7. À Gênes, Parme et Turin.

8. Prospero Balbo fut recteur de l'université de Turin. Cf. l'étude biographique de Romagnani, 1990, p. 125-220.

9. Cuvier et autres, 1810.

10. Alvazzi Del Frate, 1995.

11. On peut lire dans les *Rapports* de Cuvier que « de tous les établissements que nous avons à visiter c'était celui où il y avait le moins à faire, celui que l'on pouvait avec le moins d'inconvénients laisser continuer à suivre l'ordre établi » (Cuvier et autres, 1810, p. 185). Cf. Boudard, 1988, p. 361-477, et Romagnani, 1990, p. 180-205.

12. Cuvier et autres, 1810, p. 1-35.

13. *Ibid.*, p. 35-54 ; Boudard, 1988, p. 303-358.

14. Cuvier et autres, 1810, p. 69-184 ; Boudard, 1988, p. 127-253 ; Tomasi Stussi, 1983. Comme l'affirme Boudard, en Toscane « l'expérience universitaire française revêt un aspect particulier dans la mesure où elle touche une terre italienne où la pensée, l'esprit réformiste, les initiatives intellectuelles avaient trouvé, bien avant 1789, un champ d'application riche et varié, favorisé par l'existence d'un héritage culturel exceptionnel » (Boudard, 1989, p. 1691).

15. Alvazzi Del Frate, 1995.

16. Boudard, 1988, p. 133.

L'ordre napoléonien ambitionnait d'importantes nouveautés pour les facultés de droit. Dans celles réformées, les enseignements au programme étaient le droit romain, le Code Napoléon, le droit pénal et la procédure pénale. La « technicité » de leurs études, en comparaison à la formation traditionnelle des juristes, était caractéristique. Il s'agissait d'une conséquence directe de la codification du droit : celle-ci, abrogeant toute autre source, ne pouvait pas ne pas modifier en profondeur la mentalité et la manière de former les juristes. Les nouvelles facultés de droit

« à la méthode de critique historique et philosophique, à l'interprétation large des textes [...] sont venues substituer la méthode exégétique, l'interprétation littérale et parfois mesquine du Code Napoléon ; à l'étude du droit considéré comme une science sociale, elles ont substitué l'étude des Codes, envisagés comme des sortes de dogmes intangibles, et presque comme des Livres Saints »¹⁷.

Plus spécialement dans les départements italiens fut aboli le cours de droit canonique, jusqu'alors enseigné dans les facultés de droit, qui bascula à la faculté de théologie, tandis que le droit romain, qui n'était plus en vigueur, devint synonyme de « droit historique ».

De même, les trois universités de Pavie, Bologne et Padoue, dont la renommée et le prestige dépassaient les frontières de la Péninsule, furent réorganisées et soumises à la centralisation hiérarchique du système napoléonien.

Quant au royaume de Naples (1805-1815), seule la ville du même nom conserva son université. Là encore, comme partout ailleurs dans l'Italie napoléonienne, le système se vit réformé et uniformisé au modèle français.

III – L'interprétation de l'historiographie

L'historiographie italienne a souligné en particulier les aspects suivants :

1. L'étatisation et la laïcisation des universités de la Péninsule qui, malgré l'hétérogénéité de leurs statuts, furent uniformisées ;

17. Hayen, 1905.

2. L'uniformisation des facultés et des disciplines enseignées ;
3. La profonde transformation de la faculté de droit, où l'on substitua à l'enseignement du droit civil romain celui du Code civil et où les cours de droit canonique furent supprimés ;
4. La création de la faculté des lettres – où l'on enseignait la littérature, la philosophie et l'histoire – qui représentait une nouveauté pour l'Italie. Auparavant, dans la Péninsule, des facultés de philosophie et arts et de langues s'en chargeaient ;
5. Le renforcement des études scientifiques dans les facultés de sciences et de médecine, par rapport à la tradition italienne ;
6. La création à Pise d'une École normale supérieure en 1810 (institution qui est encore en activité aujourd'hui) ;
7. La résistance des professeurs et des étudiants opposés aux réformes napoléoniennes.

IV – Panorama sur l'historiographie la plus récente

Signalons en premier lieu l'activité fondamentale du « Centre pour l'histoire des universités italiennes » (*Centro Interuniversitario per la Storia delle Università Italiane* – CISUI), créé à Bologne en 1996. Ce Centre, dirigé par le Pr. Gian Paolo Brizzi et, depuis 2017, par le Pr. Marco Cavina, a édité deux séries de volumes (« Studi e ricerche sull'università » aux éditions Il Mulino et « Studi » aux éditions Clueb) et publie régulièrement la revue *Annali di storia delle università italiane*. Il faut rappeler en outre les revues d'histoire des universités *Quaderni per la storia dell'Università di Padova*, publiée de 1968 à 2017 par le « Centro per la Storia dell'Università di Padova » ; *Quaderni di Storia dell'Università di Torino*, parue de 1996 à 2011 et *Rivista di storia dell'Università di Torino*, publiée en ligne depuis 2012 [<https://www.ojs.unito.it/index.php/RSUT/index>].

a) Quant aux études générales concernant l'histoire des universités en Italie, nous disposons de l'ouvrage en trois volumes *Storia delle Università*

d'Italia, sous la dir. de G.P. Brizzi, P. Del Negro, A. Romano, Sicania, Messine, 2007, 1656 p. On y signale notamment A. Ferraresi, « Le università dall'età francese all'unità », vol. I, p. 193-254. Cf. en outre C. Frova, « Maestri », II, p. 5-36 ; A. Zannini, « I Maestri : carriere, metodi didattici, posizione sociale, rapporti con le professioni », II, p. 37-64 ; L. Pepe, « Le discipline fisiche, matematiche e naturali e i loro insegnanti nelle università italiane dal xvii al xix secolo », II, p. 143-182 ; D. Mugnai Carrara, « Curricula e contenuti dell'insegnamento : la medicina dal xvi secolo al 1800 », II, p. 205-228 ; I. Birocchi, « Contenuti e metodi dell'insegnamento : il diritto nei secoli xvi-xviii », II, p. 243-262 ; G. P. Brizzi, « Università e collegi », II, p. 347-388. Très utile est la « Bibliografia », par M. L. Accorsi, II, p. 515-559. Dans le III^e volume se trouve une brève histoire des universités italiennes, par ordre de date de création. Sur l'organisation juridique des universités, cf. *Gli Statuti universitari : tradizione dei testi e valenze politiche*, dirigé par Andrea Romano, Clueb, Bologne, 2007, p. 903.

On peut ajouter ces publications plus anciennes : M. Roggero, « Professori e studenti nelle università tra crisi e riforme », *Storia d'Italia*, annali 4 [*Intelletuali e potere*], Torino : Einaudi, 1981, p. 1039-1081. G. P. Brizzi & A. I. Pini, *Studenti e università degli studenti dal xii al xix secolo*, Bologna : Istituto per la storia dell'università, 1988. A. De Benedictis, « Le università italiane », *Le università dell'Europa dal rinnovamento scientifico all'età dei Lumi*, a cura di G. P. Brizzi e J. Verger, Milano : Amilcare Pizzi, 1992, p. 69-85. P. Del Negro, « Il principe e l'Università in Italia dal xv secolo all'età napoleonica », *L'Università in Italia fra età moderna e contemporanea*, aspetti e momenti a cura di G. P. Brizzi e A. Varni, Bologna : CLUEB, 1991, p. 11-25.

b) Sur les universités italiennes à l'époque napoléonienne voir R. Boudard, *Expériences françaises de l'Italie napoléonienne. Rome dans le système universitaire napoléonien et l'organisation des académies et universités de Pise, Parme et Turin (1806-1814)*, éd. Ateneo, Rome, 1988 ; *Le università napoleoniche. Uno spartiacque nella storia italiana ed europea dell'istruzione superiore*, sous la dir. de Piero Del Negro, Luigi Pepe, éd. Clueb, Bologne, 2008 (J. Verger, « L'Università delle origini: i modelli parigino e bolognese », p. 13-19 ; Paul F. Grendler, « Le Università del Rinascimento e della Riforma », p. 21-33 ; G. Romagnani, « L'Università imperiale in

Italia », p. 35-54 ; E. Brambilla, « Le Università della Repubblica italiana e del Regno italico: continuità e mutamenti », p. 55-69 ; P. Del Negro, « Le lingue della didattica e della ricerca: dal latino alle lingue nazionali », p. 71-92 ; A. Zannini, « I docenti tra corporazioni e servizio dello Stato », p. 93-107 ; L. Pepe, « Accademie e Università nell'Italia Napoleonica », p. 109-128 ; G. Ongaro, « I curricula “filosofici” e “medici” prima di Napoleone », p. 129-143 ; M. R. Di Simone, « I curricula giuridici prima di Napoleone », p. 145-167 ; A. Silvestri, « Prima e dopo Napoleone. Università e professioni », p. 169-178) ; *Istituzioni e cultura in età napoleonica*, sous la dir. de Elena Brambilla, Carlo Capra, Aurora Scotti, éd. Angeli, Milan, 2008 (cf. notamment A. Ferraresi, « La direzione generale di pubblica istruzione nel Regno d'Italia » ; Duccio Tongiorgi, « Le arti e le scienze “dopo la Rivoluzione”. Note sulle orazioni inaugurali nell'Università di Pavia (1800-1809) » ; A. Varni, « L'Università di Bologna in età napoleonica » ; P. Del Negro, « L'Università di Padova tra l'utopia giacobina e l'omologazione napoleonica » ; E. Brambilla, « I licei e l'*Université impériale* : un confronto tra Italia e Francia ») ; M. P. Donato, « L'istruzione “sublime” : università e licei », *Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*, dirigé par Maria Pia Donato, David Armando, Massimo Cattaneo, Jean-François Chauvard, École française de Rome, Rome, 2013, p. 222-224. Sur les facultés de droit en particulier, cf. R. Ferrante, *Dans l'ordre établi par le Code civil. La scienza del diritto al tramonto dell'Illuminismo giuridico*, Giuffrè, Milan, 2002.

c) Pour les études spécifiques :

- Sur l'université de Bologne : *Annali di storia delle università italiane*, I, 1997 ; F. Gasnault, *La cattedra, l'altare, la nazione. Carriere universitarie nell'Ateneo di Bologna (1803-1959)*, Clueb, Bologne, 2001 ; Nicoletta Sarti, « L'ateneo e la città. Accademia e istituzioni a Bologna tra Otto e Novecento », *Annali di Storia delle università italiane*, 2/2015, p. 89-98 ; D. Hoxha, *La giustizia criminale napoleonica. A Bologna fra prassi e insegnamento universitario*, Bononia University Press, Bologne, 2016.
- Sur l'université de Gênes : R. Ferrante, « L'Académie di Genova attraverso i rapporti degli ispettori dell'Université impériale (1809) : gli studi giuridici », *Le università minori in Europa (secoli xv-xix)*, sous la dir. de G. P. Brizzi e J. Verger, Rubettino, Soveria Mannelli, 1998, p. 509-531 ; R. Ferrante,

Università e cultura giuridica a Genova tra Rivoluzione e Impero, Società Ligure di Storia Patria, Gênes 2002.

- Sur l'université de Naples : A. Mazzacane, « Pratica e insegnamento : l'istruzione giuridica a Napoli nel primo Ottocento », *Università e professioni giuridiche in Europa nell'età liberale*, sous la dir. de Aldo Mazzacane et Cristina Vano, Naples, 1994, p. 77-113 ; F. Cammisa, *L'Università di Napoli nella seconda metà del '700. Documenti e profili delle riforme*, Jovene, Naples, 2001 ; G. Palmisciano, *L'Università di Napoli nell'età della Restaurazione. Tra amalgama, moti e repressione*, Il Mulino, Bologne, 2012.
- Sur l'université de Padoue : M. C. Ghetti, « Struttura e organizzazione dell'Università di Padova dal 1798 al 1817 », *Quaderni per la storia dell'università di Padova*, vol. 17 (1984) ; *Istituzioni culturali, scienza, insegnamento nel Veneto dall'età delle riforme alla Restaurazione (1761-1818)*, sous la dir. de Luciana Sitran Rea, Lint, Trieste, 2000 ; *L'Università di Padova nei secoli (1601-1805). Documenti di storia dell'Ateneo*, sous la dir. de Piero Del Negro et Francesco Piovan, Antilia, Treviso, 2002 ; *L'Università di Padova nei secoli (1806-2000). Documenti di storia dell'Ateneo*, sous la dir. de Piero Del Negro et Francesco Piovan, Antilia, Padoue, 2017 (en particulier « L'Ottocento », p. 9-286).
- Sur l'université de Parme : A. d'Alessandro, « Materiali per la storia dello Studium di Parma (1547-1622) », *Università, principe, gesuiti, la politica farnesiana dell'istruzione a Parma e a Piacenza*, Roma : Bulzoni editore, 1980, p. 17-95 ; S. Di Noto Marrella, *Il Collegio dei dottori e giudici e la Facoltà legale parmense in età farnesiana borbonica, 1545-1802*, Cedam, Padoue, 2001 ; C. Antinori e M. C. Testa, *Università di Parma. Storia di un millennio*, Maccari, Parme, 1999 ; S. Bordini e P. Genovesi, *Università di Parma. Un millennio di storia*, Monte Università Parma, Parme, 2015.
- Sur l'université de Pavie : A. Sottili, « L'Università di Pavia nella politica culturale sforzesca », *Gli Sforza a Milano e in Lombardia e i loro rapporti con gli Stati italiani ed europei (1450-1535)*, Milano : Cisalpino Goliardica, 1982, p. 519-563 ; G. Guderzo, « La riforma dell'Università di Pavia », *Economia, istituzioni, cultura in Lombardia nell'età di Maria Teresa : convegni per il secondo centenario di Maria Teresa*, volume terzo, [Istituzioni e società], Bologna : Il Mulino, 1982, p. 845-861 ; M. C. Zorzoli, *Università-dottori-Giureconsulti : l'organizzazione della Facoltà legale di Pavia nell'età spagnola*,

Padova : CEDAM, 1986 ; G. Negro, *Gli studenti ticinesi all'Università di Pavia 1770-1859*, Milano : Cisalpino, 1993 ; M. C. Zorzoli, « La Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Pavia (1535-1796) », *Studi di storia del diritto*, I, Milano : Giuffrè, 1996, p. 367-434 ; E. Brambilla, « l'Università di Pavia dalle riforme teresiane all'età francese », *Esortazioni alle storie : atti del governo, parlano un suon che attenta Europa ascolta : poeti, scienziati, cittadini nell'ateneo pavese tra riforme e rivoluzione*, Milano : Cisalpino, 2001, p. 25-43 ; G. Bonera, « La vità universitaria pavese alla fine del XVIII secolo nelle memorie di Mangili e Bozzi Granville », *Esortazioni alle storie : atti del governo, parlano un suon che attenta Europa ascolta : poeti, scienziati, cittadini nell'ateneo pavese tra riforme e rivoluzione*, Milano : Cisalpino, 2001, p. 11-25 ; E. d'Amico, « La facoltà giuridica pavese dalla riforma francese all'unità », *Per una storia dell'Università di Pavia*, Bologna : Clueb, 2003, p. 107-122 ; S. Negruzzo, « l'Estado di Milan e la sua Università », *Per una storia dell'Università di Pavia*, Bologna : Clueb, 2003, p. 51-68 ; M. G. Di Renzo Villata, « Tra Vienna, Milano e Pavia : un piano per un'Università 'dall'antico lustro assai decaduta' (1753-1773) », *Gli statuti universitari : tradizione dei testi e valenze politiche*, Bologna : Clueb, 2007, p. 507-547 ; A. Ferraresi, « Dalla periferia al centro. Pavia e la sua Università nella seconda metà del Settecento », *Annali di storia pavese*, 28, 2000, p. 87-104 ; « L'Università degli Studi di Pavia », *Annali di storia delle università italiane*, 7/2003 ; *Almum Studium Papiense. Storia dell'Università di Pavia*, 2, *Dall'età austriaca alla nuova Italia*, tome 1, *L'età austriaca e napoleonica*, sous la dir. de Dario Mantovani, éd. Cisalpino, Milan, 2015 (voir notamment, II : « L'età napoleonica », G. Albergoni, « La situazione politico-istituzionale (1796-1814) », p. 441-450 ; « I docenti pavesi dal Triennio repubblicano al 1803 », p. 451-460 ; A. Bianchi, « Proposte e piani di riforma durante la prima Cisalpina », p. 463-470 ; A. Ferraresi, « Tra Repubblica e Regno. I nuovi ordinamenti », p. 481-508 ; D. Tongiorgi, « La prolusione *pro studiorum inauguratione* in età francese (1797-1809) », p. 527-534 ; D. Mantovani, « Foscolo professore a Pavia e l'Orazione dell'Origine e dell'Ufficio della Letteratura », p. 535-542 ; G. Lavezzi, « La casa pavese di Ugo Foscolo », p. 543-550 ; E. D'Amico, « La Facoltà legale in età napoleonica », p. 551-560 ; C. De Pascale, « Gian Domenico Romagnosi » ; p. 561-564 ; E. Dezza, « Liberalismo e liberismo nella prima metà dell'Ottocento », p. 565-570 ; P. Mazzarello e M. C. Garbarino, « La Facoltà di Medicina dal 1796 al 1814 », p. 571-600 ; A. Ferraresi e L. Fregonese, « La Facoltà fisico-matematica », p. 617-646).

- Sur l'université de Pise : D. Marrara, *L'università di Pisa come università statale nel Granducato mediceo*, Milano : Giuffrè, 1965 ; G. Cascio Pratilli, *L'università e il Principe, gli studi di Siena e di Pisa tra Rinascimento e Controriforma*, Firenze : L. S Olschki, 1975 ; L. Ruta, *Tentativi di riforma dell'Università di Pisa sotto il granduca Pietro Leopoldo 1765-1790*, Milano : A. Giuffrè, 1980 ; G. Tomasi Stussi, « Per la storia dell'Accademia Imperiale di Pisa (1810-14) », *Critica Storica*, 1 (1983), p. 60-120 ; T. Tomasi e N. Sistoli Paoli, *La Scuola Normale di Pisa dal 1813 al 1945. Cronache di un'istituzione*, Ets, Pise, 1990 ; D. Barsanti, *L'università di Pisa dal 1800 al 1860. Il quadro politico e istituzionale, gli ordinamenti didattici, i rapporti con l'Ordine di S. Stefano*, Ets, Pise, 1993 ; *Storia dell'Università di Pisa*, 2, 1737-1861, 3 vol., éd. Plus, Pise, 2000, 1714 p. (contributions de : Elisa Panicucci, Romano Paolo Coppini, Danilo Barsanti, Maria Pia Paoli, Enrico Spagnesi, Alessandro Savorelli, Giuliano Marini, Alessandro Dini, Mauro Moretti, Maria Teresa Ciampolini, Tommano Fanfani, Roberto Vergara Caffarelli, Jolanda Nagliati, Franco Bassani, Mario Di Bono, Marco Beretta, Pietro Corsi, Fabio Garbari, Alessandro Tosi, Ranieri Favilli, Rodolfo Del Gratta, Danilo Barsanti, Alessandro Volpi, Marcello Verga) ; R. P. Coppini, « Pisa e la sua Università nella prima metà dell'Ottocento », *Rassegna storica toscana*, XLVI, 2000, p. 291-352 ; *L'Università di Napoleone: la riforma del sapere a Pisa*, sous la dir. de Romano Paolo Coppini, Alessandro Tosi, Alessandro Volpi, éd. Plus, Pise, 2004.
- Sur l'université de Rome : M. R. Di Simone, *La "Sapienza" romana nel Settecento. Organizzazione universitaria e insegnamento del diritto*, éd. Ateneo, Rome, 1980 ; P. Alvazzi Del Frate, *Università napoleoniche negli 'Stati romani'. Il Rapport di Giovanni Ferri de Saint-Constant sull'istruzione pubblica (1812)*, Viella, Rome, 1995 ; *Annali di Storia delle università in Italia*, 2000 (notamment : G. Rita, « Decadenza di studi e di costumi nella Sapienza pontificia. Da alcuni memoriali dei secoli xvii-xix », p. 39-62 ; P. Alvazzi Del Frate, « Tra diritto comune e codice : la Facoltà di giurisprudenza della Sapienza nel periodo napoleonico », p. 63-76 ; L. Moscati, « La Facoltà legale e la scienza giuridica della Restaurazione », p. 77-94) ; *Storia della Facoltà di Lettere e Filosofia de' "La Sapienza"*, sous la dir. de Lidia Capo et Maria Rosa Di Simone, Viella, Rome, 2000 ; M. Caravale, « Per la storia dell'Università di Roma : la Sapienza », *Le carte e la storia*, IX, 2, p. 7-16 ; G. Rita, *La Biblioteca Alessandrina di Roma (1658-1988). Contributo alla storia della "Sapienza"*, Clueb, Rome, 2012 ; Filippo Maria Renazzi, *Università e cultura a Roma tra Settecento*

e Ottocento, sous la dir. de Maria Rosa Di Simone, Carla Frova, Paolo Alvazzi Del Frate, Il Mulino, Bologne, 2017.

- Sur l'université de Turin : P. Bianchi, *Gian Francesco Galeani Napione, del modo di riordinare la regia università degli studi*, Torino : Deputazione subalpina di storia patria, 1993 ; M. Roggero, *Il sapere e la virtù. Stato, università, professioni nel Piemonte tra Settecento e Ottocento*, Deputazione subalpina di Storia Patria, Turin, 1987 ; G. P. Romagnani, *Prospero Balbo intellettuale e uomo di Stato (1762-1837)*, II, *Da Napoleone a Carlo Alberto (1800-1837)*, Deputazione Subalpina di Storia Patria, Turin 1990 ; *L'Università di Torino. Profilo storico-istituzionale*, sous la dir. de Francesco Traniello, Pluriverso, Turin, 1993 ; G. P. Romagnani, « L'istruzione universitaria in Piemonte dal 1799 al 1814 », *All'ombra dell'aquila imperiale*, Ministero per i beni culturali e ambientali, Rome, 1994, II, p. 536-569 ; D. Balani, *Toghe di Stato. La facoltà giuridica dell'Università di Torino e le professioni nel Piemonte del settecento*. Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1996 ; P. Delpiano, *Il trono e la cattedra istruzione e formazione dell'élite nel Piemonte del settecento*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1997 ; M. Violardo, « La vita e le istituzioni culturali : l'istruzione pubblica ; l'Università ; le Accademie e lo sviluppo delle scienze ; i circoli intellettuali ; gazzette, almanacchi, editori », *Storia di Torino*, VI, *La città nel Risorgimento (1798-1864)*, sous la dir. de Umberto Levra, Einaudi, Turin, 2000, p. 201-227 ; *Storia della Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Torino*, sous la dir. de Italo Lana, Olschki, Florence, 2000 ; D. Carpanetto, « La politica e la professione. La scuola di medicina a Torino nell'età francese », *Annali di storia delle università italiane*, 5, 2001, p. 83-100 ; *Maestri dell'Ateneo torinese dal Settecento al Novecento*, sous la dir. de Renata Allio, Centro Studi di Storia dell'Università di Torino, Turin, 2004 ; A. Lupano, « L'Università di Torino e il codice Napoleone », *Études d'histoire du droit privé en souvenir de Maryse Carlin*, La Mémoire du Droit, Paris, 2008, p. 593-612 ; *Dall'Università di Torino all'Italia unita. Contributi dei docenti al Risorgimento e all'Unità*, sous la dir. de Clara Silvia Roero, Deputazione Subalpina di Storia Patria, Turin, 2013 ; M. Traverso, « L'inizio dei corsi di Diritto penale nella napoleonica *Académie de Turin* », *Rivista di storia dell'Università di Torino*, 2017, VI, 2017, p. 45-58 ; A. Lupano, « Gli statuti universitari torinesi dalle origini al XVIII secolo », *Gli statuti universitari : tradizione dei testi e valenze politiche*, Atti del Convegno internazionale di studi Messina-Milazzo 2004, Bologna : Clueb, 2007, p. 360-373.

Bibliographie

- P. Alvazzi Del Frate, 1995, *Università napoleoniche negli "Stati romani". Il Rapport di Giovanni Ferri de Saint-Constant sull'istruzione pubblica (1812)*, Viella, Rome.
- R. Boudard, 1988, *Expériences françaises de l'Italie napoléonienne. Rome dans le système universitaire napoléonien et l'organisation des académies et universités de Pise, Parme et Turin (1806-1814)*, éd. Ateneo, Rome.
- R. Boudard, 1989, « Université napoléonienne », *Dictionnaire Napoléon*, nouv. éd., Fayard, Paris, p. 1691.
- H. Hayen, 1905, « La renaissance des études juridiques en France sous le Consulat », *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, XXIX, p. 97-98.
- G. P. Romagnani, 1990, *Prospero Balbo intellettuale e uomo di Stato (1762-1837)*, II, *Da Napoleone a Carlo Alberto (1800-1837)*, Deputazione Subalpina di Storia Patria, Turin, 1990.
- Cuvier et autres, 1810, *Rapports sur les établissemens d'instruction publique des départemens au-delà des Alpes. Faits en 1809 et 1810 par une Commission extraordinaire composée de MM. Cuvier, conseiller titulaire, de Coiffier, conseiller ordinaire, et de Balbe, inspecteur général*, Paris s.d.
- G. Tomasi Stussi, 1983, « Per la storia dell'Accademia imperiale di Pisa (1810-1814) », *Critica storica*, p. 60-120.